

La guerre contre l'expérience sociale

Entre nettoyage ethnique et volonté de destruction par la Turquie du mouvement Kurde, le Rojava résiste militairement et politiquement dans un contexte particulièrement compliqué. Nous avons posé quelques questions sur la situation actuelle dans le Nord de la Syrie à B. Sores, auteur du livre *Plaidoyer pour le Rojava, Réflexions d'un internationaliste sur les aléas d'une révolution*, paru récemment aux Editions Acratie.

On a du mal, depuis l'Europe, à se faire une idée précise des jeux d'alliance et des intérêts des différents protagonistes : le régime de Bachar, les forces « démocratiques », Daech, etc., pour les autochtones ; la Russie, l'UE, la France pour d'autres...

On a du mal à le faire pas seulement depuis l'Europe... La situation du nord de la Syrie est, je crois, unique par sa complexité et l'enchevêtrement des alliances militaires. Le processus décrit dans « La Valse des impérialismes » (chapitre I, p.11, de *Plaidoyer pour le Rojava*) se poursuit, inexorablement...

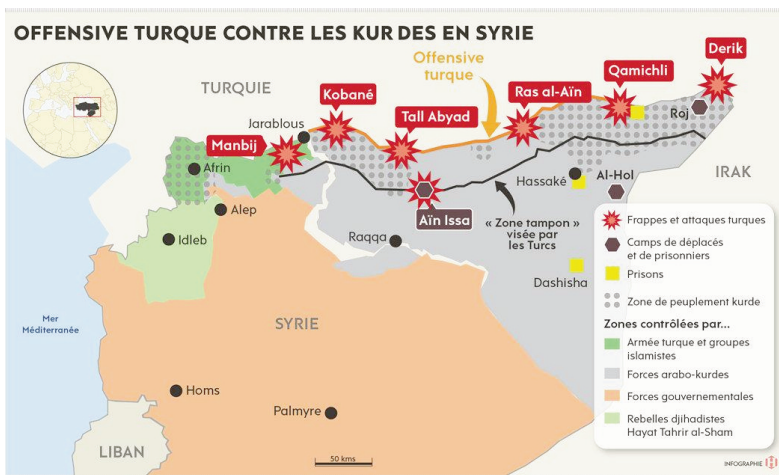
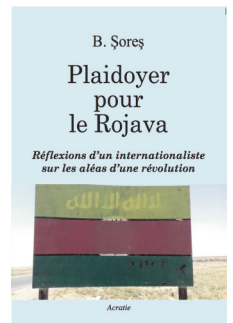
Les Etats-Unis ont permis à la Turquie d'envahir le Rojava en annonçant qu'eux-mêmes se retireraient... tout en maintenant sur place une présence militaire (là où se concentre le pétrole en Syrie, au cas où l'administration serait tentée d'en revendre un peu trop au régime) et en continuant à armer et entraîner les FSD (ou FDS), Forces démocratiques syriennes ? (pourtant en guerre contre la Turquie).

Une alliance militaire a été scellée avec le régime, mais elle ne diffère pas, si ce n'est par son étendue, des accords militaires qui avaient déjà été conclus ponctuellement (comme à Manbij ou à Afrin). Cet accord ne préjuge d'ailleurs en rien des relations futures entre l'administration autonome et le régime syrien... Les troupes syriennes avaient été appelées en renfort car, jusque-là, elles n'étaient pas prises pour cibles par les soldats turcs – ce qui a changé depuis. C'est donc désormais la Russie qui assure la « protection » de la zone, tout en accordant à la Turquie des concessions symboliques, comme les patrouilles mixtes turco-russes.

En bref, les Etats-Unis se sont redéployés dans les zones pétrolifères pour donner un « os à ronger » à son allié turc, et pour garder le contrôle d'une des sources de revenu essentielles du régime syrien avant 2011. Dans l'idée, toujours, de contrecarrer l'influence de l'Iran, qui n'a jamais autant profité des effets de la politique américaine dans la région.

La Russie assure une « protection » militaire relative et incertaine face à la Turquie, tant que cela correspond à ses intérêts propres et à ceux du régime syrien. Les militaires russes sont présents dans le Nord-Ouest, des zones tenues par les FSD. Il arrive cependant que ces militaires croisent la route des Américains et que des incidents, sans gravité jusqu'ici, aient lieu.

De son côté, l'administration autonome a élargi l'éventail de ses alliances militaires, et s'est dégagée de l'emprise exclusive des Etats-Unis, pour tenter de préserver une existence précaire.



Acratie : Dans la conclusion du livre, en 2019 donc, tu écrivais que c'était de paix que le nord de la Syrie avait besoin et que celle-ci n'était pas à l'ordre du jour. Un an après, la situation ne semble guère s'être améliorée.

Effectivement. Il est toujours risqué de se livrer à des conjectures quant à l'avenir de cette région, tant les événements arrivent précipitamment. On pouvait deviner, en 2019, que l'invasion turque aurait lieu, qu'elle n'était qu'une question de temps. Mais les « garanties » américaines semblaient malgré tout assurer au nord de la Syrie quelques années de répit.

On se préparait à l'éventualité d'une invasion : des conseils militaires se préparaient à passer dans la guérilla, des tranchées et tunnels étaient creusés un peu partout. On pouvait cependant croire que les menaces de l'été 2019 n'était qu'un coup d'esbroufe de plus de la part d'Erdogan, qu'un accord finirait par être trouvé. Il n'en fut rien. Depuis, il va sans dire que la situation sur place a empiré : des milliers de réfugiés s'entassent dans des camps de fortune dans la région de Tel Tamir et de Heseke. Le processus de nettoyage ethnique, éprouvé à Afrin, est appliqué dans la région de Serekaniyé.

En bref, l'administration autonome est à nouveau engagée dans une guerre incertaine, coûteuse, et ne peut en conséquence investir comme il faudrait dans des secteurs ravagés (infrastructures médicales, éducation, rénovation des routes, etc.).

Tu parlais des ennemis extérieurs... L'Etat turc est à l'affût de la première occasion pour réduire à néant cet « accident de l'Histoire » que constitue la Rojava. Pour l'instant c'est donc plus les ennemis extérieurs que les ennemis intérieurs, l'ENSK (1) par exemple, qui constituent le vrai danger...

Les événements survenus après la publication du livre font que le danger principal est en effet extérieur. Il s'agit de l'Etat turc, bien sûr, mais également du régime syrien qui ne cesse de répéter que les territoires du nord de la Syrie doivent revenir sous le contrôle gouvernemental.

Quant à l'ENKS, il faut relever que la guerre lui a redonné une importance qu'il ne pouvait espérer. En tant que tel, il ne représente rien ou presque au Rojava. Les négociations actuellement en cours avec lui visent en fait le PDK irakien (2), qui contrôle le seul point d'entrée au Rojava. Une aide à l'administration autonome semble être le sujet des discussions, mais cette aide n'ira pas sans contreparties politiques... Et l'ENKS peut donc espérer obtenir, grâce à la puissance du PDK irakien, une place ne correspondant en rien à son influence réelle au Rojava. On peut cependant se réjouir qu'un accord soit enfin trouvé entre les deux partis. L'ENKS, en tant que tel, ne représente donc pas un danger immédiat pour les acquis de la révolution. Mais la politique trouble du PDK irakien, véritable tuteur de l'ENKS, son attitude et ses liens économiques étroits avec la Turquie peuvent représenter une menace.

1. Comité national kurde en Syrie. Fondé en 2011, il se veut l'autorité suprême du Kurdistan syrien, mais il n'a joué qu'un rôle militaire mineur au Rojava. Il ne reconnaît pas l'administration autonome. Proche de l'opposition syrienne, il est membre de la coalition nationale syrienne des forces d'opposition et révolutionnaires basée à Istanbul.

2. Parti démocratique du Kurdistan. Prônant un Etat kurde indépendant, c'est le parti du clan Barzani qui dirige le GRK, le gouvernement autonome du nord de l'Irak. A deux reprises, il a lancé des attaques, conjointement avec l'armée turque, contre le PKK pour chasser ce dernier d'Irak.

Dans le livre, tu écrivais qu'à terme la Turquie ne pouvait pas gagner la guerre. En es-tu toujours aussi sûr ?

Je ne me risquerai pas à jouer les Casandre, mais je suis toujours convaincu que cette guerre n'est pas gagnable, à terme, par la Turquie.

Il s'agit d'une guerre globale de l'Etat turc contre les YPG (3), mais aussi contre le courant politique dont les YPG sont issus et, enfin, contre le fait national kurde. Il s'agit donc d'une invasion à long terme, débutée en 2016 et qui se poursuit. La dernière phase en date de l'invasion (2019) a concerné une bande de territoire réduite, et s'est faite dans des zones majoritairement arabes où la Turquie pouvait espérer bénéficier de rancœurs interethniques qui sont une réalité. Mais hormis Serêkaniyê, qui était une ville mixte arabo-kurde, aucune ville à majorité kurde n'a été prise par la Turquie – à l'exception, bien sûr, d'Afrin en 2018. Il y a une raison à cela : la région d'Afrin est le théâtre d'une guérilla résiliente contre l'occupant dont rien ne semble venir à bout. Si la Turquie se risque à envahir les territoires majoritairement kurdes, elle n'y trouvera aucun soutien. Même l'ENKS, qui avait pourtant participé à l'administration turque d'Afrin, s'est depuis amendé et a compris qu'il n'avait rien à gagner de la Turquie.

Les territoires à occuper seraient immenses, et la supériorité de l'armée turque, qui réside essentiellement dans ses frappes aériennes et son artillerie, serait fortement limitée en milieu urbain. A quoi il faut ajouter que la Turquie n'a pas les moyens de ses ambitions et qu'elle demeure fortement dépendante de ses alliés, nonobstant ses coups de gueule démonstratifs contre ces derniers.

Enfin, la politique militaire turque a surtout une visée interne : en conquérant quelques dizaines de kilomètres, Erdogan peut agiter le chiffon de la grandeur ottomane restaurée...

Si tout ne peut se résumer strictement à des intérêts économiques, j'imagine que ces derniers sont quand même très prégnants. Mais là aussi on a du mal à s'y retrouver...

Les intérêts économiques ne font en effet pas tout. Ceux qui prétendaient, en 2012, expliquer la situation par les seuls projets de gazoduc en Syrie ont depuis quelque peu perdu pied. Néanmoins, il est clair que ceux-ci ont un rôle moteur.

Le Rojava et le nord de la Syrie sont des territoires pauvres et peu industrialisés, donc fortement dépendants de leurs voisins. Ce malgré des efforts pour accroître la production locale, ces dernières années. Les seules ressources estimables dont dispose l'administration autonome sont les céréales (revendues principalement au régime syrien) et les réserves de pétrole. Les FSD contrôlèrent plus de 80 % des réserves avérées. Si, à l'échelle mondiale, ces



Manifestation à Kobane contre l'intervention militaire à Afrin

réserves représentent peu (et ne sont en rien comparables avec, par exemple, celles de l'Irak), elles sont néanmoins une source de revenu dont les Etats-Unis veulent à tout prix priver le régime syrien. Ce qui explique qu'ils rechignent tant à quitter la Syrie, tout en l'ayant annoncé à plusieurs reprises et au grand dam de leur allié turc. Le nord de la Syrie a moins une importance économique par ses ressources propres que par sa situation stratégique, au carrefour entre la Turquie, le reste de la Syrie et l'Irak, et dans le transit potentiel des énergies.

Le problème économique majeur du Rojava, c'est d'être un territoire enclavé, qui plus est au sein d'entités hostiles. Il ne dispose d'aucun accès à la mer et sa porte principale de ravitaillement est le poste-frontière de Sêmalka avec le Kurdistan irakien. Il existe d'autres routes via les territoires sous contrôle du régime, mais la production syrienne ne saurait remplacer les produits, turcs notamment, qui entrent via Sêmalka.

L'autre problème pour le Rojava, c'est que les Américains font pression pour limiter les ventes de pétrole au régime syrien, l'un des seuls clients disponibles dans la région. Ce qui limite donc les revenus de l'administration autonome...

En dehors du Rojava, où en est le mouvement kurde, du moins en Turquie ?

Sa situation est mauvaise, pour aller vite. L'Etat turc dispose, depuis les purges consécutives au coup d'Etat manqué en 2016 puis la réforme de la Constitution, d'un arsenal terrible pour écraser le mouvement kurde. Le HDP, principale force politique kurde, a payé cher le soutien dont il bénéficie et ses succès électoraux. Un rapprochement avait été tenté avec les autres partis d'opposition turcs, mais l'entente entre les Kurdes, les kémalistes et les nationalistes turcs n'a pas résisté à l'invasion du nord de la Syrie. Le HDP, seul parti d'envergure à avoir condamné celle-ci sans réserve, a vu ses rangs diminuer du fait des arrestations successives (il y en a eu jusque chez les députés et les dirigeants de ce parti).

La guérilla du PKK poursuit ses activités au Kurdistan turc, aidée par d'autres organisations révolutionnaires turques, mais les revers subis en 2016 et les destructions consécutives (des quartiers entiers habités par des Kurdes ont été rasés par l'armée turque) ont laissé un souvenir vivace.

Tu disais, au début de cet entretien, que la guerre était un obstacle au développement et

à la consolidation de l'expérience sociale qui a vu le jour au Rojava. Cela est compréhensible : la guerre a toujours eu cet effet, on pourrait même dire qu'une de ses fonctions est d'être un rempart contre les tentatives faites par le peuple pour prendre du pouvoir. Pourtant, j'imagine mal que cet « accident de l'Histoire » que constitue le Rojava puisse disparaître aussi aisément, et j'espère que des tentatives visant à approfondir cette expérience existent encore.

Je l'imagine mal moi aussi. La guerre a pour but de réduire à néant l'expérience sociale du Rojava, et l'on peut dire que celui-ci est menacé en tant qu'entité politique. Cependant, et c'est un paradoxe, la guerre et le fait que l'existence du Rojava ne soit plus garantie ont aussi pour effet d'approfondir la révolution, à tout le moins de limiter l'opportunisme de certains. Rejoindre l'administration autonome aujourd'hui n'est plus aussi « confortable » que cela avait pu l'être et, surtout, cela ne garantit aucune « carrière » à long terme.

La guerre d'invasion, la menace existentielle, a ravivé une ferveur populaire qui était largement retombée depuis 2011-2014. Cela avait déjà été le cas à Afrin, où d'énormes manifestations populaires avaient eu lieu en réponse à l'invasion, et où des civils s'empressaient de venir de tous les coins du Rojava. Les YPG, qui étaient devenus au fil des ans une armée professionnelle, ont depuis l'invasion turque renoué avec les traditions de la guérilla.

Certains de leurs membres ont pour habitude de dire que la guerre est une chose simple en comparaison de la paix : l'ennemi y est clairement identifié et l'objectif (vaincre) est clair. Mais préserver les acquis de la révolution, approfondir celle-ci et, surtout, prémunir ses rangs des opportunistes de tout poil est une autre affaire.

Malgré tout, est-ce que le fonctionnement démocratique « communaliste » mis en place dans la région autonome parvient encore à fonctionner ?

Le système continue à fonctionner malgré les épreuves. En revanche, il est indéniable qu'il a connu des difficultés. Paradoxalement, une fois de plus, il semblerait que ce soit en 2015-2018 qu'il s'est quelque peu « essoufflé ». Non que l'administration autonome n'ait plus été vue comme légitime – le fort taux de participation aux élections de 2017 prouve le contraire. Mais une lassitude, ajoutée à la fin des garanties occidentales et à une si-

3. Unités de défense du peuple. Elles jouèrent un rôle majeur dans la défense du Rojava et la destruction de Daech. Cette milice essentiellement kurde accueille des combattants arabes ; elle est dotée d'une branche féminine depuis 2013.

tuation économique très difficile, avait fait que l'élan populaire était un peu retombé, notamment vers les communes, que les mêmes personnes revenaient, que des logiques de réseau se mettaient en place, etc.

Ce phénomène était réel, on pouvait s'en rendre compte de façon palpable. Personne ne peut cependant l'estimer précisément, car les études de terrain complètes et sérieuses n'existent pas, pour le moment.

Mais là encore, l'invasion turque a redonné un souffle nouveau aux communes, dans la mesure où tout le monde se sent à nouveau concerné par les prises de décision.

Le phénomène décrit plus haut pose une question, récurrente, aux révolutionnaires : comment continuer à mobiliser, sur le long terme, dans des processus décisionnaires qui prennent du temps ? Comment éviter que les logiques de réseau et de copinage ne parasitent les prises de décision ?

J'aurais voulu aborder aussi la question palestinienne. Les derniers développements de cette dernière ont-ils un impact au Rojava, ou au contraire paraissent-ils assez lointains ?

D'après mon expérience, la question palestinienne semble assez lointaine. Si le PKK est par son histoire lié aux mouvements palestiniens (ses premiers combattants furent formés dans les camps de divers mouvements, dont le FDLP (4) celui-ci s'en est progressivement distancé. Des liens ont été rompus lorsque le PKK a été prié de quitter le Liban, en 1998. Le PKK reproche au mouvement palestinien de s'être embourgeoisé, de s'être trop lié aux Etats arabes pour en devenir un instrument. Je passe sur le Hamas, qui est un repoussoir pour le PKK. La « dégénérescence » supposée du mouvement palestinien est souvent citée comme un contre-exemple à ne pas suivre par le PKK et ses mouvements alliés.

Cependant, on aurait tort de croire que le PKK serait, comme le prétendent les nationalistes turcs, à la botte d'Israël et des sionistes. Le PKK considère explicitement, dans ses publications, Israël comme un ennemi. Des liens subsistent malgré tout avec la gauche palestinienne : lors du Congrès du HDP à Ankara en 2018, Leyla Khaled se permit de condamner verbalement l'invasion turque du canton d'Afrin. Une conférence des différents mouvements socialistes du Moyen-Orient a été organisée en 2019 au Rojava. Enfin, certains Palestiniens réfugiés en Syrie ont rejoint les rangs des YPG.

Et les internationalistes, quelle est leur situation sur place, dans ce contexte ? Et, lorsqu'ils reviennent, y a-t-il des exemples de répression ?

Les internationalistes sont encore sur place ; beaucoup se sont battus contre l'armée turque à Serêkaniyê, et certains y sont tombés au combat... Si la fin de la guerre contre Daech avait amené les YPG à suspendre leur programme international, l'invasion turque a provoqué la réactivation de celui-ci.

Les politiques répressives des différents Etats, détaillées dans le chapitre « Surveillance et répressions » du livre, ont évolué comme le laissait pressentir la situation de ceux qui avaient combattu à Afrin. Le Royaume-Uni, par exemple, est l'un des pays les plus absurdement ré-



pressifs. Plusieurs volontaires s'y sont vu retirer leur passeport, certains y sont mis en examen pour leurs liens supposés avec une « organisation terroriste ». Beaucoup supportent mal d'être accueillis en parias à leur retour.

Dans le cas de la France, « les services » ont opté pour la surveillance plutôt que pour la répression immédiate. Douchés par la piteuse « affaire de Tarnac », je doute qu'ils se risquent à un procès, à moins d'être sûrs de disposer de preuves accablantes. Car, politiquement, il serait pour le moins maladroit de faire condamner un internationaliste...

Certains sont approchés avant leur départ, d'autres après leur retour. Certains, hélas, se montrent réceptifs à la « bienveillance » du renseignement français. Celui-ci use de flatterie, quelquefois de menaces, pour utiliser certains internationalistes comme des sources d'information. Pour ceux qui ne sont pas considérés comme des sources potentielles, il est certain qu'une surveillance discrète persiste à leur retour.

Nous pourrions terminer par la solidarité. Les événements en France, mouvement des gilets jaunes et grève contre le projet de réforme de la retraite, ont quelque peu mis au second rang la solidarité internationale, en particulier celle vis-à-vis des Kurdes. Selon toi, qu'est-ce qu'il est souhaitable et possible de faire ?

Il est vrai que le Rojava n'occupe plus qu'occasionnellement les médias, et l'attention des milieux militants. Mais je pense que cela est réjouissant. Je renvoie

à la citation de Riza Altun (un dirigeant historique du PKK), donnée en fin d'ouvrage, selon laquelle le but des révolutionnaires européens, au-delà de la solidarité internationale, est d'abord de faire la révolution dans leur pays. C'est donc une bonne chose que les milieux militants soient plus affairés à lutter chez eux qu'à s'occuper de mouvements sociaux dans d'autres parties du monde faute de mieux.

Et c'est là le vrai sens de l'internationalisme. Ce n'est pas de faire faire de « l'humanitaire rouge », mais d'apprendre d'expériences révolutionnaires pour faire la révolution chez soi. Que des gilets jaunes se soient intéressés à la révolution du Rojava et au confédéralisme démocratique, pour nourrir leurs débats sur les formes d'organisation, est la plus belle solidarité qu'ils aient pu témoigner aux YPG.

Cependant, si l'on veut apprendre de la révolution du Rojava, il faut étudier celle-ci telle qu'elle fut vraiment, et non à travers les discours fortement idéalisés d'apologètes européens, souvent aussi béats que mal informés. Prétendre, par exemple, que la révolution du Rojava aurait triomphé par son horizontalité parfaite est un mensonge, et peut être lourd de conséquences si l'on en tire de mauvaises conclusions, en Europe, dans un mouvement social.

Ce qui peut être fait en Europe peut donc se résumer comme suit. Faire montre de plus de solidarité envers les organisations kurdes, lors de manifestations par exemple. Apprendre du processus révolutionnaire pour en tirer des leçons pratiques dans nos mouvements sociaux et nos organisations en Europe. Enfin, faire preuve de critiques et se méfier des « vendeurs » d'un Rojava fantasmé, qui jouissent hélas d'une audience large dans les milieux militants.

Est-ce que tu aimerais ajouter quelque chose ?

J'aimerais ajouter une pensée pour les camarades qui sont tombés au combat et dont la liste est, hélas, loin d'être close. J'invite à consulter le fichier des martyrs, accessible en ligne, et à se documenter sur ceux qui sont tombés, Kurdes, Arabes, Turcs ou Européens. La guerre n'est pas cette chose lointaine et abstraite, une succession d'avancées et de retraites sur la carte d'un pays lointain, c'est une réalité humaine à laquelle nous n'échapperons pas, en Europe. Les visages des martyrs sont là pour nous rappeler la violence de la lutte révolutionnaire, et le prix à payer pour tout pas en avant, pour toute révolution.

20 mars 2020

4. FDLP. Front démocratique pour la libération de la Palestine. Scission d'extrême gauche du FPLP de G. Habache dont la figure la plus connue est Nayef Hawatme h. Membre de l'OLP, mais opposé à Mahmoud Abbas.